

# JUSTICE CLIMATIQUE



À la recherche d'une  
éthique globale



# Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Introduction  | 3  |
| Avant-propos de Lesley-Anne Knight,<br>Secrétaire générale de Caritas Internationalis | 4  |
| Part 1: Vivre la réalité des changements climatiques                                  | 6  |
| Part 2: Principes bibliques   | 10 |
| Part 3: Caritas en action   | 16 |
| Part 4: Les individus au premier plan   | 20 |
| Notes   | 24 |
| Bibliographie   | 25 |
| Remerciements   | 26 |

**Justice climatique : à la recherche d'une éthique globale  
est un document de travail de Caritas Internationalis**

# Introduction

En tant que confédération d'organisations catholiques représentant les pays les plus riches et les plus pauvres de la terre, Caritas Internationalis symbolise la solidarité dont le monde a besoin pour trouver des solutions durables aux effets des changements climatiques.

Caritas est particulièrement bien placée pour développer des arguments moraux simples, basés sur la Bible et la Doctrine sociale de l'Eglise, afin de promouvoir une action politique et sociale qui transcende les intérêts personnels et nationaux en faveur du bien commun.

La doctrine sociale de l'Eglise nous rappelle que nous avons tous le devoir de respecter le bien commun et d'empêcher que les ressources naturelles de la Terre soient utilisées comme on le veut. Le Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise met l'accent sur le don sacré que nous avons reçu à travers la Création de Dieu et sur "la responsabilité qui incombe à l'homme de préserver un environnement intègre et sain pour tous." Il insiste en affirmant que "les graves problèmes écologiques requièrent un changement effectif de mentalité qui induise à adopter un nouveau style de vie."<sup>1</sup>

Ce rapport vise à nous rendre plus conscients de la responsabilité que nous avons tous en tant que membres d'une humanité commune, et présente les politiques-clé des campagnes que Caritas mène aux niveaux international, régional et national.

Caritas exhorte les gouvernements du monde à parvenir à un accord post-2012 sur les changements climatiques visant à limiter l'augmentation des températures à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et à le mettre en œuvre.

Reconnaissant leur dette écologique envers la communauté internationale, les pays industrialisés devront prendre l'initiative de faire réduire les émissions de gaz à effet de

serre (GES) de plus de 40% (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici à 2020. Cet objectif devra être reconsidéré à la lumière des dernières avancées scientifiques.

Les pays développés doivent fournir des niveaux suffisants d'aide financière et technologique aux pays en voie de développement pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. D'une manière plus générale, il est fondamental que la question du développement durable des personnes vivant dans les pays en développement soit reconnue et prise en considération.

Afin de fournir des conseils immédiats et efficaces sur les implications que les actions visant à faire face aux changements climatiques ont pour les droits de l'homme, les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies doivent participer à plein titre aux processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

L'environnement étant un bien commun qui dépasse les frontières nationales, Caritas exhorte les Etats à adopter des approches régionales pour faire face aux causes et aux conséquences des changements climatiques, notamment à travers la promotion du dialogue et de la coopération entre pays voisins pour la gestion des ressources naturelles.

Caritas appelle les gouvernements à élaborer et appliquer des cadres de politique nationale facilitant l'identification et la mise en œuvre de solutions climatiques au niveau des gouvernements locaux, des entreprises, des sociétés civiles et des familles.

Caritas Internationalis demande à ses propres membres de sauvegarder l'intégrité de la création pour les générations futures en prêtant une attention stratégique à la durabilité environnementale et en réduisant les empreintes de carbone de leurs organisations. ○



*Les Ethiopiens luttent contre un climat hostile pour faire pousser des aliments.*  
Jan Bierkens/Caritas Belgique

## Avant-propos

**de Lesley-Anne Knight, Secrétaire générale de Caritas Internationalis**

Le monde prend conscience de la réalité des changements climatiques. Les scientifiques conviennent que cette réalité existe et que les êtres humains en sont la cause. Les ingénieurs affirment que nous disposons de la technologie nécessaire pour réduire les émissions de carbone. Les économistes déclarent que nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer le problème et ont conçu des mesures astucieuses pour encourager les dirigeants d'entreprise à jouer leur rôle. Et les responsables politiques ont réalisé qu'ils doivent au moins manifester un intérêt pour la cause.

Mais aucun d'entre eux n'a la recette magique. La réponse à la crise climatique est entre les mains de l'humanité, dans un regain de solidarité et dans la conscience que nous avons tous le devoir d'œuvrer pour le bien commun.

Dans sa dernière encyclique, *Caritas in veritate*, le pape Benoît XVI définit ainsi la solidarité: "avant tout se sentir tous responsables de tous".<sup>2</sup> Vouloir le bien commun et le rechercher, dit-il, "est une exigence de la justice et de la charité".<sup>3</sup>

La victoire contre les changements climatiques a un prix, et il est juste que ceux qui ont le plus bénéficié de la croissance et du développement qui ont engendré ces changements en paient la plus grande partie.

A l'instar de la crise financière mondiale, la crise des changements climatiques peut être comprise en termes d'emprunt excessif : nous avons emprunté à l'atmosphère et à la biodiversité de l'avenir. Comme l'a indiqué l'économiste Dieter Helm : "Nous avons souscrit une importante hypothèque environnementale sur les possibilités de consommation des générations futures."<sup>4</sup>

On pourrait pousser l'argumentation plus loin en affirmant que le monde industrialisé a également emprunté aux possibilités de développement des pays les plus pauvres.

Ces "prêts" doivent être remboursés, or il n'existe aucun financement atmosphérique mondial qui nous fera sortir de cette crise. Ces emprunts excessifs ont engendré une consommation excessive, et il incombe principalement à ceux qui ont le plus consommé de rembourser cette "dette".

La conclusion incontournable est que, dans un esprit de solidarité visant au bien commun, les excès du passé doivent faire place à des modes de vie plus modérés permettant le développement de tous les peuples et des générations à venir.

Comme Helm le fait remarquer : "Nous allons peut-être devoir nous restreindre maintenant, diminuer nos niveaux de vie, pour dédommager non seulement les emprunts financiers, mais aussi les emprunts environnementaux."<sup>5</sup>

En fait, il n'y a rien de nouveau dans cette suggestion. Il y a presque 40 ans, le second Synode des évêques stipulait : "Ceux qui sont déjà riches doivent accepter un mode de vie moins matériel, avec moins de gaspillage, pour éviter la destruction de l'héritage qu'ils sont tenus, par la justice absolue, de partager avec tous les autres membres de la race humaine."<sup>6</sup>

Ce qui est nouveau, c'est que les économistes défendent désormais les arguments de l'Eglise.

Le pape Benoît exhorte lui aussi la société à reconsidérer sérieusement son mode de vie. En citant son prédécesseur, Jean-Paul II, il affirme:

"Un véritable changement de mentalité est nécessaire, qui nous amène à adopter de nouveaux styles



de vie dans lesquels les éléments qui déterminent les choix de consommation, d'épargne et d'investissement soient la recherche du vrai, du beau et du bon, ainsi que la communion avec les autres hommes pour une croissance commune."<sup>7</sup>

Toutefois, l'idée d'accepter des niveaux de consommation plus bas risque de ne pas faire l'unanimité. Il faudra des responsables politiques bien courageux pour promouvoir cette culture, qui devront d'ailleurs être soutenus par la population.

C'est la raison pour laquelle Caritas Internationalis concentre ses efforts sur les dimensions éthiques, morales et théologiques de la crise des changements climatiques. Les arguments scientifiques et



Si nous voulons changer le monde, nous devons changer les comportements humains, or un changement fondamental du comportement humain peut être fondé seulement sur une foi profonde et non pas sur un expédient à court terme.

économiques sont importants, mais ils ne sont pas suffisants. Si nous voulons changer le monde, nous devons changer les comportements humains, or un changement fondamental du comportement humain peut être fondé seulement sur une foi profonde et non pas sur un expédient à court terme.

Dans ce document, nous reportons ce que les organisations membres de Caritas nous relatent sur la souffrance engendrée par les changements climatiques, nous examinons les arguments moraux et éthiques relatifs aux changements climatiques et les obligations inéluctables que nous imposent la Doctrine sociale de l'Église, et nous analysons le travail que les organisations membres de Caritas réalisent sur le terrain pour aider ceux qui subissent

les effets ravageurs des changements climatiques et les campagnes que Caritas Internationalis peut mener au niveau mondial pour promouvoir un changement réel et efficace.

Le pape Benoît parle du besoin de "justice intergénérationnelle" en affirmant : "Nous devons cependant avoir conscience du devoir moral que nous avons de laisser la terre aux nouvelles générations dans un état tel qu'elles puissent elles aussi l'habiter décemment et continuer à la cultiver."<sup>8</sup>

La justice est au cœur de la stratégie que Caritas Internationalis met en place pour faire face à la crise des changements climatiques. Sans justice, il ne peut y avoir de solution durable. ○

*Cuba après le passage de l'ouragan Ivan en 2004.*

Ed Foster Jr./CRS



*Lesley-Anne Knight au Bangladesh*

# Vivre la réalité des changements climatiques

**Les effets des changements climatiques représentent déjà une réalité quotidienne pour un grand nombre de personnes, notamment les plus démunis et les plus vulnérables à travers le monde.**

Les événements météorologiques extrêmes deviennent de plus en plus extrêmes et imprévisibles, provoquant des tempêtes violentes et multipliant les inondations et les sécheresses. Les glaciers, le pergélisol et la glace marine fondent, le niveau des mers monte, les forêts s'amenuisent, les niveaux des nappes phréatiques baissent, les rivières s'assèchent et les saisons changent. L'Organisation Mondiale de la Santé estime que 150 000 personnes meurent chaque année des conséquences des changements climatiques<sup>9</sup>.

Au cours des dernières années, les changements relatifs aux ressources en eau ont provoqué les sécheresses les plus graves jamais enregistrées en Afrique et en Australie, de graves inondations dans le sud de l'Asie, d'importants cyclones en Asie et aux Caraïbes, ainsi que des vagues de chaleur sans précédent.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), d'ici à 2020, la productivité agricole pourrait diminuer jusqu'à 50 pour cent dans de nombreux pays africains. Ces incidences négatives sur l'agriculture risquent de compromettre la sécurité alimentaire et d'augmenter les cas de malnutrition.<sup>10</sup>

Les prévisions scientifiques sont confirmées par les expériences quotidiennes des communautés les plus pauvres. Trocaire (Caritas Irlande) rapporte des sondages réalisés auprès de personnes vivant au sein des communautés démunies à travers le monde.<sup>11</sup> Environ 90 pour cent de ces personnes ont fait état de changements considérables dans les tendances météorologiques saisonnières, et 95 pour cent d'entre elles ont signalé des changements relatifs aux niveaux des



précipitations. De nombreuses personnes interrogées ont décrit des niveaux de précipitations plus erratiques, moins de jours de pluie et de plus longues périodes de sécheresse pendant la saison, ainsi qu'un début tardif et/ou une fin précoce de la saison des pluies. Ces tendances contribuent à la baisse générale des niveaux de précipitations, ce qui a des conséquences désastreuses sur l'agriculture dont dépendent les communautés rurales.

Les agriculteurs démunis, les pêcheurs et les personnes vivant des produits de la forêt sont les plus touchés par la hausse des températures ainsi que par la perturbation des cycles hydrologiques et ne possèdent que des ressources limitées pour s'adapter à ces changements. Ces défis risquent entraver les progrès qui ont été accomplis dans la vie des plus démunis grâce au soutien d'organisations telles que Caritas.

Les changements climatiques aggravent la pauvreté qui persiste dans la plupart des pays en voie de développement. Depuis les années 1960, le nombre des victimes des catastrophes naturelles a augmenté en moyenne de 900 pour cent. Les changements climatiques figurent parmi les causes principales de l'augmentation des urgences humanitaires.<sup>12</sup> Au Kenya, la fin précoce de la saison des pluies qui s'étend de mars à mai qui a été constatée ces dernières années, a aggravé la sécheresse causée par plusieurs saisons de faibles précipitations. En Erythrée, les faibles pluies de 2004 ont engendré des pénuries d'eau et, en Afrique australe, une fréquence accrue de sécheresses a causé une famine généralisée ainsi que des difficultés économiques.

On estime que deux milliards de personnes dépendent actuellement des écosystèmes fragiles des régions arides et semi-arides, qui devraient subir une



*Des filles puisant l'eau dans un trou qu'elles ont creusé dans le sable d'un wadi dans le sud du Darfour.*

Paul Jeffrey/ACT-Caritas

aggravation du niveau de stress hydrique. Environ 634 millions de personnes, soit un dixième de la population mondiale, vit dans des régions côtières de basse altitude représentant des zones à risque.<sup>13</sup>

Les organisations membres de Caritas du monde entier doivent régulièrement faire face aux effets des crises climatiques, dont la fréquence et l'intensité ne cessent d'augmenter. Le nombre des catastrophes humanitaires enregistré a augmenté, passant de 200 à plus de 400 au cours des deux dernières décennies, et sept catastrophes sur dix sont actuellement liées aux problèmes climatiques.<sup>14</sup>

Caritas Océanie signale que les populations du Pacifique Sud perdent leurs îles du fait de la hausse du niveau des

## Les îles Ha'apai : le royaume des Tonga

Le Royaume des Tonga, un archipel situé dans le Pacifique du Sud, subit les conséquences des changements climatiques.

"Nous nous estimons heureux", affirme *Sr Senolita Vakata* de Caritas Tonga, "quand une année passe sans qu'un cyclone ou un ouragan ait frappé le pays".

Pangai Ha'apai est l'un des groupes d'îles des Tonga. Avant, les enfants jouaient sur la plage, près de la maison. Maintenant, au fur et à mesure que l'eau monte, ils se déplacent vers l'intérieur et les enfants regrettent beaucoup leur environnement sain et la fraîcheur de la brise marine.

Avant, les habitants avaient facilement accès à la mer et pouvaient pêcher en eau peu profonde. Mais ces deux dernières années, les espèces de poissons ou d'huîtres qu'ils pêchaient pour nourrir leurs familles ont disparu.

Ils ont toujours construit leurs maisons près de la plage. Maintenant, on peut constater sur celles-ci les effets des changements climatiques. Au cours des trois dernières années, la montée du niveau de la mer a provoqué des courants très forts et des vagues puissantes qui ont érodé la terre sur laquelle les maisons ont été bâties.

Face à l'érosion côtière, les familles luttent pour sauver leurs maisons, leur mode de vie et l'avenir de leurs enfants.



Caritas Tonga

mers. Caritas Inde et Caritas Pérou décrivent la manière dont les ressources vitales en eau disparaissent à mesure que les glaciers reculent dans les montagnes de l'Himalaya et dans la cordillère des Andes. Caritas Myanmar et Caritas Bangladesh ont dû faire face à des inondations accrues et aux ravages causés par les typhons.

D'autres organisations Caritas nationales parlent du nombre croissant d'agriculteurs déplacés à l'intérieur de leur propre pays et occupant abusivement des locaux vacants dans les villes qui ne cessent de s'agrandir. Catholic Charities (une organisation membre de Caritas aux Etats-Unis) a constaté que les personnes les plus touchées par l'ouragan Katrina dans le sud des Etats-Unis étaient les plus démunies. Les organisations Caritas ont été sollicitées à aider la population d'Haïti lors du passage de quatre ouragans en 2008.

Les effets des changements climatiques auront également des conséquences sur les mouvements et les implantations de populations. Ces déplacements seront la conséquence de phénomènes lents, tels que la hausse du niveau des mers ou la

désertification, tout comme de phénomènes soudains, tels que les cyclones ou les tsunamis. Bien qu'il soit difficile de faire des prévisions, on estime que d'ici à 2050 des centaines de millions de personnes pourraient être déplacées du fait des changements environnementaux.<sup>15</sup> Dans les régions touchées par les glissements de terrain, les inondations, les cyclones ou les tsunamis, les personnes sont généralement évacuées vers l'intérieur du pays et deviennent des migrants urbains. Dans ces cas, les Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) leur offrent une aide juridique et une protection.<sup>16</sup> Toutefois, dans des régions fortement menacées par la hausse des niveaux de la mer, la perte de territoire peut être permanente et pousser ceux qui y vivent à franchir les frontières nationales. Dans ces cas, un instrument juridique international est nécessaire pour faire face à la situation désespérée de personnes et de communautés tout entières qui risquent de devenir apatrides. A cet effet, il est nécessaire de donner une définition précise à l'expression '« migrant environnemental' ».

Une autre question liée à la migration est le rapport souvent mentionné entre changements climatiques et conflit. Les effets des changements climatiques peuvent pousser les populations à émigrer dans d'autres régions en quête de moyens d'existence plus sûrs. L'arrivée de migrants peut accroître la rivalité pour l'accès aux ressources et aux services, et modifier la composition ethnique des communautés d'accueil, provoquant des tensions qui mènent à la violence. Afin de réduire la possibilité de conflits futurs, les gouvernements doivent reconnaître l'importance d'une bonne gestion des ressources naturelles et appliquer des mesures au sein de leurs frontières nationales. En outre, il est nécessaire de renforcer le dialogue entre pays voisins pour que les programmes régionaux puissent être mis en œuvre.

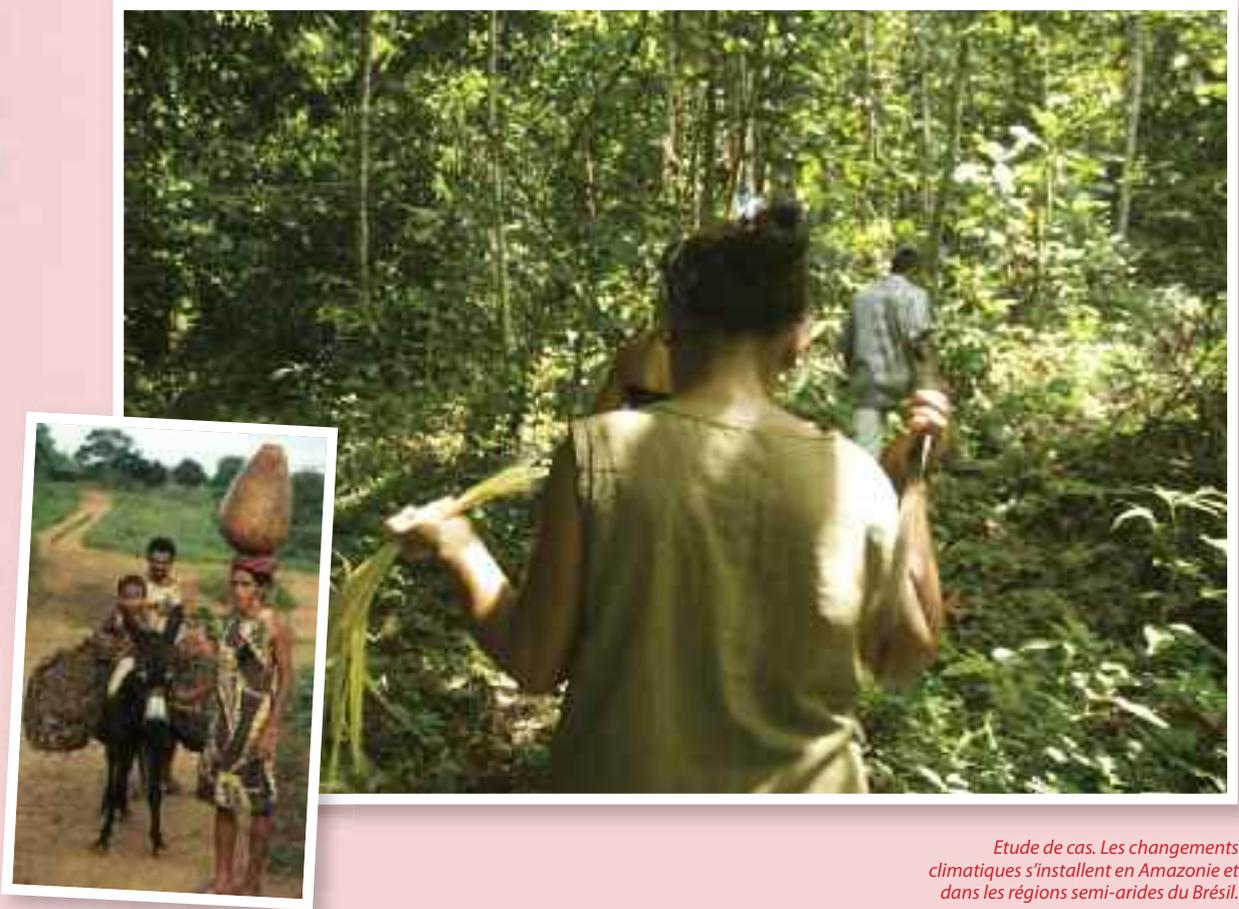
Les changements climatiques ont également de graves conséquences sur la santé car ils compromettent la sécurité alimentaire et augmentent le nombre de morts et de blessés à la suite de tempêtes ou d'inondations. La pénurie d'eau, élément essentiel en matière d'hygiène, tout comme l'excès en eau dû aux pluies torrentielles plus fréquentes, augmentent la charge de maladies diarrhéiques qui se répandent du fait d'une contamination des aliments et de l'eau.

Les vagues de chaleur, en particulier dans les centres urbains, augmentent la mortalité et la morbidité, principalement chez les personnes âgées qui souffrent de maladies cardiovasculaires ou respiratoires. Au cours de l'été 2003, 37 000 personnes âgées qui n'ont pas pu échapper à la canicule brutale qui a frappé l'Europe, sont décédées. Le changement des températures et des précipitations risque de modifier la répartition géographique des insectes qui propagent des maladies infectieuses, telles que le paludisme ou la dengue.<sup>17</sup> ○



*Les bergers du Kenya dépendent de leur bétail, mais les sécheresses fréquentes déciment les troupeaux et détruisent leurs moyens de subsistance.*

Astrid De Valon/Trócaire



*Etude de cas. Les changements climatiques s'installent en Amazonie et dans les régions semi-arides du Brésil.*

Marcella Haddad/CAFOD (image principale)  
Caritas Brésil (image petite)

## La hausse des températures au Brésil

Dans la région amazonienne du Brésil, les ignames sont un élément important du régime de la population, mais il est maintenant plus difficile de les faire pousser sous un soleil qui devient de plus en plus brûlant.

“Nous avons besoin d'ignames pour le porridge du matin mais nous n'en avons pas assez.” explique Maria Ferreira.

“Avant, nous plantions des ignames à l'ombre ou au soleil et elles poussaient toutes très bien. Quand le soleil est trop chaud, ce n'est pas bon pour la terre. Avant l'herbe était toujours verte, maintenant le terrain de football est jaune. C'est tout sec.”

Les mauvaises récoltes montrent bien que les changements climatiques représentent une menace pour leurs moyens de subsistance. Quand les températures

montent, Maria et d'autres dans son village quittent le travail dans les champs plus tôt. Parfois, ils doivent s'arrêter dès dix heures du matin parce qu'il fait trop chaud.

Comme les vivres et l'eau se font rares, Caritas aide les communautés autochtones à repérer leurs ressources et à mener des campagnes de sensibilisation sur les effets néfastes des changements climatiques.

Entre-temps, Caritas Brésil apporte l'aide d'urgence aux villes et aux villages du nord qui ont été inondés. La Caritas nationale offre aussi des cours de formation et un soutien pour aider les villages à faire face aux pénuries d'eau dans les régions semi-arides du pays.

Excessive ou insuffisante, l'eau cause des perturbations massives dans la vie au Brésil.

## Principes bibliques

Si elle veut donner une réponse crédible à la crise écologique, l'action chrétienne doit se baser sur la reconnaissance profonde des sources qui définissent son identité, dont la plus importante est la Bible qui représente pour les chrétiens "la source de la révélation et le fondement de leur foi"<sup>18</sup>. En effet, les textes bibliques n'offrent pas de normes sur la manière de gérer les questions de la destruction de l'environnement et des changements climatiques. Les dangers qui nous menacent aujourd'hui n'existaient pas au temps de la Bible et, lorsque nous analysons les questions de notre époque à la lumière des textes bibliques, il ne faut pas oublier cette distance historique. La Bible n'est pas un manuel de moralité, elle constitue une référence assurant notre identité et offre les bases d'un débat chrétien sur ces questions.

### La Création

Le point de départ de toute l'activité chrétienne est la notion biblique du monde compris au sens de création. La responsabilité chrétienne à l'égard de l'environnement commence par la reconnaissance de la beauté de toute la Création de Dieu. Au commencement, "Dieu vit tout ce qu'il avait fait : cela était très beau" (Gn 1:31).

L'histoire de la Création, racontée dans le livre de la Genèse, nous oblige à traiter l'œuvre de Dieu de manière responsable. Dieu crée l'homme à son image, et lui demande de prendre soin de la terre en conséquence (Gn 1,27-28). Parmi toutes les créatures de Dieu, l'homme est donc appelé d'une manière spéciale à assumer la responsabilité de la Création<sup>19</sup>. Mais il n'est pas le Créateur ; il fait partie de cette Création, il n'est pas son maître. Le Saint-Père explique cette déclaration :

"Dans la mesure où la Terre est considérée comme étant la Création



de Dieu, le devoir de "soumission" n'a jamais été compris comme l'ordre de devenir esclave, mais plutôt comme le devoir d'être le gardien de la Création, d'en développer les dons, de nous impliquer activement dans l'œuvre de Dieu et dans l'évolution que Dieu a placée dans le monde, pour que les dons de la Création soient loués et non pas foulés ou détruits."<sup>20</sup>

### Entre le Déluge et l'arc-en-ciel

La fragilité de l'homme devant assumer la responsabilité que Dieu lui a confiée à l'égard de la Création est évidente dès la préhistoire. L'homme vit la nature comme étant imprévisible et pleine de dangers (Gn 3,17-19). Il est incapable de remplir sa tâche de gardien de cet ordre. Or un nouveau commencement a lieu avec l'alliance que Dieu conclut avec l'homme

après le Déluge (Gn 9). Ce nouvel ordre tient compte des relations de rivalité entre l'homme et les animaux et, désormais, l'homme est autorisé à tuer les animaux pour se nourrir (Gn 9,3). Mais l'homme est encore une fois considéré comme étant responsable de la Création et, d'une manière plus générale, il n'a pas reçu le pouvoir absolu d'en disposer (Gn 9,5-7).

Dans d'autres textes de l'Ancien Testament, on trouve de nombreuses références à la vision du monde comme Création, par exemple dans les Psaumes ou dans le Livre de Job, où Dieu révèle la grandeur de son œuvre. Tous ces livres ont en commun la notion de présence partagée de Dieu dans Sa Création, qui est un don qu'Il a offert librement. L'homme doit agir sur Terre comme un gardien et un pasteur. La responsabilité de la Création lui est confiée et il doit "la garder et la cultiver" (Gn 2,15). La



*Des fidèles dans l'église catholique près de Kampala, en Ouganda, offrent du maïs au lieu de l'argent durant la collecte de la messe.*

David Snyder

connaissance ultime de la Création, son origine et son point de départ, appartient à Dieu (Job 38-39).

### Le message du Royaume de Dieu

La notion du monde compris comme Création, intrinsèque à l'Ancien Testament, est considérée comme acquise dans le Nouveau Testament : par exemple, Jésus proclame que le Royaume de Dieu est tout proche (Mc 1,15) et, par ce message, que le salut est déjà présent dans la réalité de la Création et de la vie, mais qu'il est en même temps mystérieusement caché et qu'il faut sans cesse le chercher à nouveau.<sup>21</sup> Malgré tous ses conflits et

toutes ses ambiguïtés, le monde est Création, le lieu de l'influence rédemptrice du Christ et le début du Royaume de Dieu.

“Dans la nature, le croyant reconnaît le merveilleux résultat de l'intervention créatrice de Dieu, dont l'homme peut user pour satisfaire ses besoins légitimes – matériels et immatériels – dans le respect des équilibres propres à la réalité créée. Si cette vision se perd, l'homme finit soit par considérer la nature comme une réalité intouchable, soit, au contraire, par en abuser. Ces deux attitudes ne sont pas conformes à la vision chrétienne de la nature, fruit de la création de Dieu.”<sup>22</sup>

### Réflexion chrétienne et éthique

La Bible n'offre pas de règles concrètes pour une politique climatique. Le fait de chercher une orientation dans les textes bibliques ne dispense pas du besoin de justifier raisonnablement les normes éthiques. Les positions chrétiennes que l'on essaie de communiquer de manière convaincante dans une société pluraliste doivent rendre compte de la pensée initiale qui les imprègne et établir un dialogue fructueux avec d'autres disciplines. L'idée morale ne peut exiger que ce qui s'avère compatible avec le sens commun et approprié au contexte, par conséquent, des critères normatifs conciliables sont nécessaires. A cet effet, une approche est offerte par les principes de l'éthique sociale :

**La dignité humaine :** Le récit chrétien de l'homme en tant que Création, créé à l'image de Dieu, doit être présent également dans le débat philosophique de l'homme en tant que personne. Ces deux concepts attribuent l'un comme l'autre à l'homme la dignité comme valeur inconditionnelle excluant toute exploitation. Une vision de ce type, que l'on peut trouver aussi dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, doit contribuer à attirer l'attention sur les

## Trésors bénis

*Thomas John Carlisle*

Aide-nous à exploiter

le vent,  
l'eau,  
le soleil,  
et toutes les sources d'énergie  
disponibles et renouvelables.

Enseigne-nous à protéger,

préserver,  
utiliser à bon escient  
les trésors bénis  
de notre terre gorgée de richesses.

Aide-nous à partager

ta générosité,  
non point à la gâcher  
ou à la pervertir  
en en faisant un danger  
pour nos enfants  
ou nos voisins  
d'autres nations

Toi qui es la vie

l'énergie  
et la bénédiction,  
enseigne-nous à révéler  
et à respecter  
ta douce planète.

Amen

changements climatiques. Dans la tradition chrétienne, le respect de la dignité de la personne est une valeur fondamentale. Elle est l'essence de la personne tout entière et implique le droit à la vie et son caractère sacré durant chacune de ses étapes. Les changements climatiques et les conséquences qui en résultent sont une menace pour le droit fondamental à la vie des générations actuelles et des générations futures.

“Les mauvais traitements que nous infligeons au monde naturel diminuent notre dignité et notre caractère sacré, non seulement parce que nous détruisons ce dont les générations futures auront besoin, mais aussi parce que nous participons à des actions qui sont en contradiction avec l'essence même d'un être humain. Notre tradition nous incite à protéger la vie et la dignité de l'être humain, et il devient de plus en plus évident que cette tâche ne peut être séparée de la protection et de la défense de l'ensemble de la Création.”<sup>23</sup>

**Solidarité et bien commun :** Dans la tradition catholique, le bien commun est spécifié par le devoir de solidarité, “la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun,” une volonté “de se dépenser pour le bien du prochain ... au lieu de l'exploiter.”<sup>24</sup> En outre, face aux “structures de péché”, la solidarité nécessite le sacrifice de l'intérêt personnel pour le bien des autres et de la terre que nous partageons.

La solidarité impose des obligations spéciales aux démocraties industrielles. Le pape Jean-Paul II a écrit : “La crise écologique met en évidence la nécessité morale urgente d'une solidarité nouvelle, particulièrement dans les rapports entre les pays en voie de développement et les pays à forte industrialisation.”<sup>25</sup> Œuvrer pour le bien commun signifie promouvoir l'épanouissement de toute vie humaine et de l'ensemble de la Création de Dieu.



*Distribution de vivres aux victimes des inondations en Inde.*  
Caritas Inde

D'une manière spéciale, le bien commun implique la solidarité envers les plus démunis, qui n'ont souvent pas les moyens pour faire face à de nombreux problèmes, notamment les effets potentiels des changements climatiques. Nos obligations envers la famille humaine unique s'étendent au-delà de notre espace et de notre temps. Elles nous lient aux personnes les plus démunies qui nous entourent et dans le monde entier, ainsi qu'aux générations à venir. Le commandement d'aimer son prochain nous invite à considérer les pauvres et les exclus des autres pays comme des frères et des sœurs qui s'assoient avec nous à la table de la vie voulue par Dieu pour que tous en jouissent.

Il incombe à toutes les nations de faire face au problème des changements climatiques dans le monde, mais d'un point de vue historique, les économies industrielles sont les principales

responsables des émissions de gaz à effet de serre qui, selon les scientifiques, sont la cause du réchauffement climatique. Grâce à l'abondance de leurs richesses, à la sophistication de leur technologie et à la créativité de leurs entreprises, ces pays ont une plus grande capacité à trouver les réponses utiles à ce problème. Afin d'éviter une aggravation des effets, il est nécessaire que les politiques des pays les plus riches, tout comme les plans de développement des pays les plus pauvres prévoient des adaptations en matière de ressources en énergie.

Les principes de la solidarité et du bien commun nous rappellent que nous sommes tous responsables les uns des autres et que nous devons œuvrer pour des conditions sociales assurant que chacun puisse subvenir à ses propres besoins et exploiter ses propres capacités. Chaque groupe au sein de la société devrait prendre en considération les droits, les aspirations et le bien-être de la famille humaine tout entière.<sup>26</sup>

A cet égard, le pape Jean-Paul II a déclaré : "Pour aucune intervention dans un domaine de l'écosystème on ne peut se dispenser de prendre en considération ses conséquences dans d'autres domaines et, en général, pour le bien-être des générations à venir"<sup>27</sup>. Les réponses aux changements climatiques dans le monde devraient refléter notre interdépendance ainsi que notre responsabilité commune face à l'avenir de notre planète. Les pays individuels doivent mesurer leur propre intérêt personnel avec le bien commun et contribuer aux solutions globales de manière équitable.

**Subsidiarité :** La plupart des personnes conviendront que si l'utilisation actuelle des combustibles fossiles a favorisé substantiellement, et continue de le faire, la croissance économique et le développement au bénéfice d'un grand nombre de personnes, il est légitime de se préoccuper du fait que, à mesure que les pays en voie de développement améliorent leurs économies et émettent plus de gaz à effet de serre, ils nécessiteront une aide technologique pour atténuer les effets néfastes supplémentaires sur l'environnement atmosphérique. Dans ces pays, bon nombre de personnes démunies vivent dans des situations dégradantes et désespérées qui les mènent souvent à adopter des pratiques agricoles et industrielles nocives pour l'environnement. Dans de nombreux cas, le poids lourd de la dette, le manque de possibilités commerciales et les iniquités économiques du marché mondial augmentent les pressions environnementales des pays les plus pauvres. Les pays en voie de développement ont droit à un développement économique qui peut aider les individus à sortir de la pauvreté extrême.

Les pays industrialisés les plus riches possèdent les ressources, le savoir-faire et les entreprises pour produire des voitures

## " Changements climatiques : pourquoi Catholic Charities devrait-elle s'en soucier? "

de Robert Gorman, Directeur exécutif de Catholic Social Services dans le diocèse de Houma-Thibodaux, Louisiane, Etats-Unis.

Les changements climatiques ont déjà lieu ici, sur la côte de faible altitude au sud de la Louisiane. J'habite à une centaine de kilomètres à l'intérieur des terres, mais ma maison n'est qu'à quelques centimètres au-dessus du niveau de la mer. Le Golfe du Mexique se rapproche un peu plus chaque année à cause de l'érosion et de la subsidence des terres humides et des bancs de sable, de la montée du niveau des mers et de l'intensité accrue des ouragans. Les membres les plus pauvres de nos communautés vivent sur le Golfe et leurs maisons ont été déjà inondées à maintes reprises. Les personnes appellent Catholic Charities (CCUSA est une organisation membre de Caritas Internationalis) chaque jour pour demander l'aide. Dans le sud de la Louisiane, les agences de CCUSA ont déjà dépensé des dizaines de millions de dollars depuis le passage des ouragans Katrina et Rita pour aider les personnes à se redresser après la catastrophe.

Catholic Charities a le devoir moral de protéger la vie et la dignité de chaque personne et les communautés au sein desquelles elles ont construit leur vie. Nous avons un réseau puissant à travers lequel nous pouvons fournir des services sociaux à ceux qui sont le plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Nous devons faire entendre notre voix prophétique en faveur de la justice exprimant nos préoccupations au sujet de changements climatiques aux sièges des assemblées législatives, au Congrès et à la Maison Blanche. Enfin, nous avons un rôle difficile car nous sommes les intendants d'un monde qui ne nous appartient pas. Nous faisons partie d'une alliance biblique qui nous oblige à prendre soin de toutes les créatures de Dieu. Si nous croyons que Dieu est présent en nous et dans tout ce que nous voyons et vivons, alors nous devons assumer le rôle du bon intendant, un rôle que Catholic Charities, par son engagement envers le bien commun, prend au sérieux en cherchant à faire entendre sa voix dans le débat sur les changements climatiques.



*Un programme de bénévolat de CCUSA en Louisiane, frappée par l'ouragan Katrina en 2005.*

Laura Sikes/CCUSA

plus performantes et des industries plus propres. Ces pays doivent partager les nouvelles technologies avec les pays les moins développés et les aider financièrement davantage à y avoir accès. Les pays en voie de développement pourraient ainsi adopter plus rapidement des technologies à faible consommation d'énergie tout en continuant à maintenir une croissance et un développement économique sains. Les pays industrialisés présents dans les pays en voie de développement devraient exercer un rôle de leader dans le domaine de la protection de l'environnement.

Toute stratégie visant à faire face aux changements climatiques dans le monde ne pourra être gagnante sans le leadership et la participation des Etats-Unis et des autres pays industrialisés. Une stratégie réussie doit également refléter la participation authentique et les inquiétudes de ceux qui sont le plus touchés et le moins capables d'en supporter le poids. Les pays en voie de développement les plus pauvres doivent avoir leur place à la table des négociations. La pleine participation des pays les plus touchés est une nécessité morale et politique pour la promotion du bien commun.<sup>28</sup>

C'est seulement grâce à un développement équitable et durable que les nations les plus pauvres seront en mesure de freiner la dégradation de l'environnement et d'éviter les effets ravageurs du surdéveloppement qui a utilisé les ressources naturelles de manière irresponsable.<sup>29</sup> Les pays pauvres ont besoin d'autonomisation, ce qui signifie aider les plus démunis à s'aider eux-mêmes.

**Durabilité :** Le problème des changements climatiques est avant tout une question de durabilité. Le principe de durabilité est basé sur la responsabilité à l'égard des générations futures, car si les ressources naturelles ne sont pas

protégées à moyen et long terme, il sera impossible d'assurer à l'homme une vie digne sur la Terre.

Les premiers à souffrir des changements climatiques, ce sont les pays les plus pauvres et leurs citoyens. Ici l'enjeu consiste à faire de **l'option chrétienne pour les pauvres** une réalité. Il est structurellement injuste que ceux qui ont le moins contribué au problème des changements climatiques, parce qu'ils vivent dans des régions moins développées et moins industrialisées, soient les premiers à en subir les effets. Sans une durabilité écologique, les succès de la lutte contre la pauvreté ne pourront avoir qu'une courte durée. La durabilité a été donc incluse parmi les Objectifs de développement du Millénaire des Nations Unies pour combattre la pauvreté, car les changements climatiques touchent surtout les plus démunis et exacerbent la pauvreté. Le développement économique effréné n'est pas une solution susceptible d'améliorer la vie des pauvres. La Doctrine sociale de l'Eglise n'a jamais accepté la croissance matérielle comme modèle intégral de développement. Comme l'a déclaré Jean-Paul II, "la pure accumulation de biens et de services, même en faveur du plus grand nombre, ne suffit pas pour réaliser le bonheur humain".<sup>30</sup>

Toutefois, la question des changements climatiques ne concerne pas seulement les pauvres, elle touche les fondements de la vie de tous et des générations à venir. Par conséquent, la durabilité est aussi une question de responsabilité envers la Création, qui est en même temps le fondement pour une justice mondiale et intergénérationnelle. Lorsque nous utilisons l'environnement "nous avons une responsabilité à l'égard des pauvres, des générations à venir et de l'humanité tout entière."<sup>31</sup>

Malgré les certitudes acquises à l'égard de la question des changements climatiques, nous devons encore avancer à tâtons car il



est impossible de prévoir avec précision la rapidité et la force des changements climatiques dans les années à venir et leurs effets sur les régions.

"Le principe de prévoyance est une aide à la prise de décision qui réduit les risques et protège les moyens naturels de subsistance des générations futures. [...] Outre le principe selon lequel la partie en cause est responsable des dommages et le principe de prévention, le point de vue chrétien implique également le principe de proportionnalité : la bonne cause - la protection de l'environnement pour le bien de l'humanité et de la Création -, ne justifie pas toujours les moyens [...] c'est-à-dire tout mal causé ne doit pas



être plus important que le bénéfice que l'on en a tiré.<sup>32</sup>

Le développement authentique encourage la modération, voire même l'austérité, dans l'utilisation des ressources matérielles. Il promeut également une vision équilibrée du progrès humain, en harmonie avec le respect de la nature. Il invite par ailleurs à développer des visions alternatives du modèle de société et à utiliser des modèles économiques basés non seulement sur la productivité matérielle mais aussi sur des niveaux de bien-être plus élevés. Le développement authentique implique également que les nations les plus riches cherchent des moyens de réduire et de restructurer leur consommation excessive des ressources naturelles. Enfin, le développement

authentique encourage une utilisation correcte des technologies agricoles et industrielles, pour que l'avancée technologique ne soit pas une fin en soi mais qu'elle apporte également des bienfaits aux hommes et à la terre.<sup>33</sup> ○

*Un vieillard contemple ses récoltes desséchées à la suite de la pénurie de pluie qui a frappé le nord de l'Ouganda en 2009.*

Patrick Nicholson/Caritas



*Caritas aide les agriculteurs en Haïti après la saison d'ouragans meurtrière en 2008.*

David Snyder/Caritas

## Caritas en action



*Se préparer à la catastrophe dans l'Orissa, en Inde.*

Jennine Carmichael/CRS

interventions relatives à l'adaptation aux changements climatiques devraient aller au-delà des variations climatiques actuelles et anticiper les changements futurs. A cet effet, des compétences techniques sont souvent nécessaires, ce qui requiert une collaboration avec d'autres organisations disposant de spécialistes. Par exemple, Caritas Bangladesh travaille en collaboration avec le Centre d'études avancées du Bangladesh pour concevoir et mettre en place des programmes dans les zones sujettes à la sécheresse et touchées par une importante concentration de salinité dans l'eau.

Aux Philippines et au Kenya, Catholic Relief Services (une organisation membre de Caritas aux Etats-Unis) travaille en collaboration avec le Centre mondial d'agroforesterie sur des initiatives pour la protection de la terre, en particulier sur le stockage de carbone et le crédit carbone. Ce projet unit les compétences déjà acquises en matière de réduction du risque de catastrophe naturelle aux méthodologies de développement, et amorce les fondations de nouvelles initiatives visant à la création de moyens d'existence basés sur les crédits carbone et réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD). Des activités de renforcement des capacités ont également été mises en place dans la zone Caritas Camexpa (Caritas en Amérique centrale, au Mexique et au Panama), où le personnel technique reçoit une formation sur les meilleures pratiques pour faire face aux questions liées aux changements climatiques avec le soutien et la participation active des Caritas au Mexique, au Salvador, au Honduras, au Guatemala, au Nicaragua et à Panama.

La préparation aux catastrophes naturelles et la réduction des risques peuvent freiner la perte de vies et d'infrastructures de

**La Confédération Caritas participe de plus en plus à des initiatives visant à atténuer les effets des changements climatiques. De nombreuses organisations membres de Caritas dans les pays à revenu élevé ont mis en place des campagnes d'éducation et de sensibilisation qui incitent les individus et les foyers à réduire les empreintes de carbone. Ces campagnes sont souvent liées à des initiatives de plaidoyer visant à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'engagent dans un accord post-2012, sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui contraint les pays industrialisés à respecter les objectifs suivants : une réduction importante des émissions de gaz à effet de serre, la mise en place d'un financement adapté pour les pays en voie de**

**développement, des transferts financiers et technologiques pour le développement d'une économie pauvre en carbone. Toutefois, en tant que confédération d'organisations humanitaires et de développement, Caritas est tout particulièrement préoccupée par les effets des changements climatiques sur les populations les plus démunies du monde et œuvre pour s'assurer qu'ils auront les ressources nécessaires pour s'adapter aux changements déjà en cours.**

La grande expérience de Caritas dans le domaine du développement au niveau de la base est particulièrement utile aux fins de la conception et de la mise en place de programmes visant à aider les systèmes humains et écologiques à s'adapter aux changements climatiques. Les

*Habibou Abarishi désherbe son carré de laitues au Niger.*

Lane Hartill/CRS

manière considérable. Au Bangladesh, Caritas a participé à la construction d'abris anticycloniques et à la formation des communautés à la préparation aux catastrophes naturelles et à la réduction des risques. Ainsi, des communautés plus résistantes se sont développées, mieux préparées à faire face aux cyclones. En 1991, un cyclone a frappé le Bangladesh à plus de 240 km/h, faisant plus de 140 000 victimes, alors qu'en 2007, le cyclone Sidr qui était plus violent et les vents dépassaient 260 km/heure, a fait beaucoup moins de morts, 3 400, grâce aux interventions du gouvernement et d'autres organisations humanitaires comme Caritas.

Caritas encourage également les systèmes et les pratiques traditionnels qui préservent l'environnement et relient la science moderne aux connaissances écologiques traditionnelles. Dans le Sahel, par exemple, les agriculteurs locaux ont développé des systèmes complexes de collecte d'informations, de prévision, d'interprétation et de prise de décision relatives aux conditions météorologiques, qui les aident à tempérer leur vulnérabilité face aux changements climatiques. De manière générale, les agriculteurs décident des cycles des cultures en fonction des prévisions météorologiques locales, et les décisions relatives aux dates des plantations se basent sur des modèles culturels complexes en matière de météorologie. Les agriculteurs du Sahel préservent les terres grâce à des pratiques comme le non travail du sol, le paillage ou d'autres techniques de gestion du sol. Les réserves des forêts collectives constituent souvent une ressource très importante dans les sociétés traditionnelles, car elles fournissent la nourriture, le bois et d'autres moyens de subsistance. Caritas Madre de Dios, au Pérou, travaille en collaboration avec les communautés et le gouvernement local pour contrôler le déboisement dans le sud de l'Amazonie.

Dans l'Etat indien de l'Orissa, Catholic Relief Services renforce les capacités locales



## Pousses vertes au Niger

Caritas Niger (CADEV) et ses partenaires sont persuadés qu'en diversifiant les ressources alimentaires et en développant des sources de revenu, les personnes ne seront pas totalement exposées aux graves conséquences des changements climatiques.

Alors que le désert du Sahara avance doucement au Niger, en transformant des terres fertiles en sable, la dernière chose à laquelle on s'attendrait de voir pousser, c'est une laitue.

"Nous avons grandi dans la culture du millet," explique Habibou. Le millet seul n'offre pas un régime équilibré et, quand la récolte est bonne, les prix restent bas en raison de sa disponibilité. Or un projet de CRS (un membre Caritas aux Etats-Unis) au Niger occidental a aidé des personnes comme Habibou à faire pousser de la laitue et d'autres légumes pour nourrir leur famille et gagner un peu d'argent en cette période de récession mondiale. Le Niger et une bonne partie de la région sahélienne restent fortement vulnérables à la sécheresse et aux pénuries alimentaires. En 2005, le manque de pluie, les dégâts provoqués par les criquets pèlerins, la hausse des prix alimentaires et la pauvreté chronique ont fait basculer plus de trois millions de Nigériens dans une crise alimentaire.

Le groupe de travail de Caritas sur le Sahel relève les défis des changements climatiques dans la région. Le groupe a mis en place un système d'alerte précoce annonçant la sécheresse de manière à ce que les personnes puissent stocker des vivres et être prêtes à réagir et à éviter d'autres famines. Caritas Niger a également mis en place des banques alimentaires communautaires et des centres nutritionnels pour les enfants sous-alimentés.

Gilbert Wellindé, coordinateur local de Caritas Niger, affirme : "Une banque communautaire vaut mieux qu'un stockage individuel parce qu'elle est gérée par un comité. Chaque membre de la communauté donne ce qu'il peut après la récolte. Alors qu'avec les banques individuelles, les personnes ont tendance à utiliser leurs réserves plus rapidement, et certains ont plus que d'autres."



*Projets Caritas au Liban,  
au Sri Lanka et en Zambie.*  
David Snyder/Caritas (en haut à  
gauche). Sean Sprague/CRS

d'intervention lors de situations d'urgence et atténue les effets des risques liés au climat en renforçant les groupes d'entraide et en organisant des équipes spéciales chargées de dispenser les premiers soins de base, de fournir des plans d'évacuation et des abris, de protéger les sources d'eau potable, d'économiser les graines et l'argent liquide en vue de la saison des cyclones, de produire des cultures durables et des plans d'exploitation de la terre, de réparer et construire des structures pour récolter l'eau ainsi que des digues.

Caritas Malawi (CADECOM) encourage la diversification des cultures pour réduire la dépendance à une seule saison des pluies, l'utilisation de bétail pour varier les ressources alimentaires et financières des foyers, et les techniques d'irrigation simple pour améliorer le rendement agricole.

Caritas Kenya encourage la résilience dans

les régions semi-arides sujettes à la sécheresse en plantant des graines qui résistent aux variations météorologiques. Au sein du diocèse d'Homa Bay, au Kenya, des projets sont mis en place pour combiner l'élevage laitier avec la production de biogaz, dont les résidus peuvent être utilisés dans l'agriculture biologique.

Le partage des meilleures pratiques est encouragé au sein du réseau Caritas. Caritas Brésil, par exemple, finance des ateliers de travail sur les techniques d'agriculture durable et met en place des projets visant à renforcer la sécurité alimentaire des fermiers sans terre. Caritas Inde travaille en collaboration avec les services sociaux diocésains afin de mieux intégrer les considérations relatives aux changements climatiques dans la planification des programmes locaux.

Même si Caritas et d'autres organisations

au sein de la communauté humanitaire font preuve de capacités accrues en matière de préparation et d'intervention lors de catastrophes naturelles, la forte augmentation des catastrophes liées aux changements climatiques pourrait compromettre les efforts mis en œuvre pour aider les populations à se sortir de la pauvreté. Les organisations membres de Caritas œuvrent au renforcement de ces mécanismes de survie en intervenant dans différents domaines : gestion des ressources naturelles, agriculture durable, amélioration des mesures relatives à l'eau et à l'assainissement, programmes visant à la réduction des risques gérés par la communauté.

Caritas offre à ses partenaires l'aide technique nécessaire pour la recherche réalisée en collaboration avec des experts sur le terrain et les universités locales. Ces initiatives visent à aider les pauvres à faire face aux conséquences humanitaires des



changements climatiques. La recherche fournit des faits et des chiffres concernant la fréquence, l'ampleur et les temps prévus des effets des changements climatiques afin que des décisions éclairées puissent être prises. D'autres initiatives de collaboration couvrent diverses questions, notamment la technologie d'adaptation, l'énergie renouvelable, la sécurité alimentaire et les conflits causés par les problèmes environnementaux.

Afin de construire un front commun efficace, il est nécessaire de créer une synergie entre la société civile, le gouvernement et le secteur privé, par le biais de secteurs de développement. Le partenariat et le travail en réseau entre les organisations se réclamant des mêmes idées contribueront à aborder les problèmes liés aux changements climatiques de manière plus partagée et plus efficace. ○

## L'Inde s'adapte

Un jour, l'écolière Shweta Easter Marandi s'est rendue compte qu'en remplaçant les ampoules de la maison avec des LED et des lumières fluorescentes compactes, sa famille pouvait réduire ses empreintes de carbone. Elle a alors encouragé ses amis à l'école et sa communauté à faire de même, puis elle en a parlé aux médias. Shweta fait partie de l'organisation environnementale de Tarumitra qui reçoit des financements et une aide au programme de la part de Caritas. C'est un exemple de comment Caritas Inde encourage les personnes de tous les âges et de tous les milieux à prendre en main la question des changements climatiques.

Alors que le Subcontinent devient de plus en plus vulnérable aux inondations, aux sécheresses, à l'érosion de la mer et à d'autres catastrophes naturelles, Caritas Inde a bien compris que pour contrecarrer efficacement les effets des changements climatiques, elle doit s'attaquer directement à leurs causes profondes.

Par conséquent, il ne suffit pas d'apporter les secours une fois que la catastrophe a frappé, mais il faut préparer les communautés à considérer leurs propres pratiques et à agir de manière plus active pour diminuer les effets d'un fléau quel qu'il soit.

Caritas Inde a créé le CESSS – le Centre pour les études environnementales dans le secteur social – ayant pour objectif de faire connaître aux petits agriculteurs les programmes qui promeuvent l'agriculture durable.

Dans les légendes indiennes, on parle d'un arbre mythique qui peut exaucer les vœux. Caritas Inde a adopté l'arbre comme symbole de sa campagne pour lutter contre les changements climatiques, ce qui semble tout à fait approprié, et demande à ceux qui la soutiennent de planter un arbre en signe de solidarité. La question des changements climatiques est comprise dans les plans de développement à long terme de Caritas Inde.



## Les individus au premier plan

### Les individus au premier plan : Comment les actions de plaidoyer de Caritas influencent-elles les politiques internationales, régionales et nationales

Face à la dégradation générale de l'environnement, l'humanité se rend désormais compte que l'on ne peut continuer à utiliser les biens de la terre comme par le passé ... On assiste à la formation d'une nouvelle conscience écologique ... La crise écologique : un problème moral.<sup>34</sup>

– Le pape Jean-Paul II

Une action efficace pour lutter contre les changements climatiques doit impliquer un changement des comportements des individus et des communautés. Ces comportements doivent respecter l'intégrité de la création et fournir une aide spéciale aux personnes démunies et vulnérables, qui subissent de manière disproportionnée les effets des changements climatiques. Il incombe à tous les chrétiens et à toutes les personnes de bonne volonté de faire preuve de solidarité envers les personnes démunies et vulnérables en soutenant les politiques et les actions efficaces au niveau national, régional et mondial, par le biais de stratégies et d'initiatives de plaidoyer spécifiques.

Caritas prône des politiques efficaces qui promeuvent réellement le bien commun. Nous étudions des stratégies qui placent les personnes au cœur des efforts mis en œuvre pour faire face aux changements climatiques, en adoptant des politiques d'atténuation des effets et d'adaptation qui privilégient les personnes les plus vulnérables.

Nous répondons à la souffrance des personnes les plus touchées par les changements climatiques non seulement par des interventions de secours humanitaire mais aussi par une action efficace visant à dénoncer les structures et les politiques inéquitables qui engendrent l'injustice sociale et la souffrance humaine.



En effet, Caritas s'est fermement engagée à œuvrer en faveur des victimes actuelles et potentielles des changements climatiques en plaidant leur cause auprès de toutes les institutions nationales, régionales et internationales compétentes.

#### L'action au niveau international

**La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) :** Caritas Internationalis exerce une pression continue sur les responsables et décideurs politiques engagés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour qu'ils parviennent à un accord post-2012, équitable et contraignant, lors de la Conférence de Copenhague en décembre 2009. Une campagne menée conjointement par Caritas Internationalis et la CIDSE<sup>35</sup>, « Promouvons ensemble la justice climatique », a mobilisé une coalition de 170 organisations catholiques pour soutenir sa cause.

#### L'approche basée sur les droits de l'homme et la responsabilité de

**protection :** Comme l'a souligné une étude récente présentée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme<sup>36</sup>, les changements climatiques auront des conséquences sur la jouissance de nombreux droits de l'homme, par exemple le droit à l'eau potable, à l'alimentation, à la santé et à un logement décent. La menace que représentent les changements climatiques pour les droits de l'homme impose aux Etats-nations l'obligation de protéger leurs citoyens contre les effets néfastes des changements climatiques en prenant des mesures efficaces visant à l'atténuation des effets et à l'adaptation. Selon le droit international, ces Etats devront également garantir que ces mêmes mesures ne violent pas d'autres droits de l'homme.

Comment les Caritas nationales peuvent-elle participer à un tel plaidoyer au niveau mondial ? Grâce à son travail quotidien avec les personnes démunies et vulnérables et grâce à sa grande expérience à tous les niveaux, Caritas est en mesure d'exprimer activement les inquiétudes des personnes les plus



*Le lancement de la campagne « Promouvons ensemble la justice climatique » aux pourparlers des Nations Unies à Poznan.*

Caritas

*L'éducation environnementale est vitale dans le Bangladesh frappé par les inondations.*

Andreas Schwaiger/Caritas Suisse

vulnérables par le biais des divers organismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, comme les rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme, les organes créés par traité et l'examen périodique universel.

Caritas Internationalis peut porter des questions spécifiques à l'attention des rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme et les inviter à étudier des projets d'atténuation et d'adaptation réalisés par Caritas afin de partager les « meilleures pratiques ». Caritas Internationalis peut également collaborer avec des organes de traité (ou comités des Nations Unies) en charge de contrôler les obligations assumées par les Etats membres, afin de porter l'attention sur les conséquences des changements climatiques sur les droits de l'homme. Les rapports et les recommandations qui en découleraient pourraient être des outils efficaces pour encourager des amendements aux lois nationales relatifs à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets. Enfin, l'examen périodique universel des Nations Unies,

## Les Australiens aspirent à être verts

Cette année, Caritas Australie a lancé une nouvelle initiative : Be More Challenge (le défi à être plus). S'inspirant des mots de l'archevêque Oscar Romero, « aspire non pas à avoir plus, mais à être plus », l'initiative encourage les

Australiens à prendre des mesures en faveur de la justice environnementale et sociale en se fixant cinq objectifs, aux niveaux personnel, familial, local, national et mondial.



Caritas Australie

Les membres de la communauté en ligne ont participé également à un événement annuel, le Be More Weekend (le week-end pour être plus) qui a eu lieu pour la première fois du 7 au 9 août 2009. Plus de 6 735 personnes venant de tous les coins d'Australie se sont engagées à 'être juste, être vert, être plus' pendant trois jours.

Voici quelques actions:

- Les familles devaient ranger la clé de leur voiture et prendre les transports en commun, se salir dans leur parc local en déblayant les déchets, mener une enquête au sein de la famille pour évaluer l'impact de leurs actions quotidiennes, éteindre la télé et jouer au jeu de société « Be More » pour en savoir plus sur les effets de la pauvreté dans le monde et des changements climatiques;
- Les écoles devaient éteindre leurs lumières et enseigner à l'extérieur, planter des potagers, avoir des journées contre le gâchis, faire du camping avec le minimum de matériel et de nourriture;
- Les paroisses devaient organiser des pique-niques et des forums sur les changements climatiques et la consommation.

Un certain nombre de participants ont donné à Caritas Australie l'argent qu'ils avaient épargné en diminuant la consommation afin d'aider les programmes d'adaptation aux changements climatiques mis en place dans les pays qui œuvrent au renforcement de la résilience communautaire à l'évolution du climat. Ces programmes visent notamment à la gestion des ressources naturelles en Inde, à l'agriculture durable en Afrique et à la réduction du risque de catastrophe dans les îles du Pacifique.

Toutes ces mesures créatives ont été prises en étant conscients de la responsabilité que nous avons d'agir pour la justice climatique et faire en sorte que l'Australie prenne une initiative pour atténuer les effets des changements climatiques.

Rassemblement devant le  
Parlement écossais.  
SCIAF



dont l'objectif est d'identifier les violations des droits de l'homme au sein des Etats-membres, pourrait être un outil important pour la promotion de mesures efficaces visant à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

### Autres organes et institutions des Nations Unies :

D'autres agences et institutions des Nations Unies, comme l'Organisation internationale du travail (OIT), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) participent aussi activement à la lutte contre les effets des changements climatiques. Ces agences contribuent, dans la mesure de leurs domaines de compétence respectifs, au processus de négociations de la CCNUCC.

### L'action au niveau local, national et régional

"En voyant la souffrance de nos frères et de nos sœurs [...] nous ne pouvons que lutter contre la pauvreté et contre les inégalités causées par un développement fondé sur des activités économiques qui ne respectent pas l'environnement, sur l'utilisation inadéquate des ressources naturelles et sur une urbanisation toujours plus désorganisée, exposant les personnes aux catastrophes naturelles, tout ceci étant aggravé par les effets du réchauffement climatique."

– Déclaration des organisations Caritas Amérique latine et Caraïbes, Troisième atelier national sur l'environnement, la gestion des risques et les interventions d'urgence (Lima, octobre 2008).

Afin de pouvoir contrecarrer ces tendances préoccupantes, les Caritas étudient les changements climatiques et leurs conséquences par le biais de différentes initiatives. En septembre 2008, Caritas Inde a organisé une conférence sur les changements climatiques et a lancé une initiative sur le renforcement des capacités au niveau local afin de mieux intégrer les

considérations relatives aux changements climatiques dans son ordre du jour.

Le Siyabhabha Trust (Caritas Afrique du Sud) étudie la manière dont les stratégies de survie locales peuvent-elles être utiles aux stratégies de résistance au climat. En octobre 2008, Caritas Amérique latine et Caraïbes a organisé un atelier de travail sur l'environnement, la gestion des risques et les interventions d'urgence, et a élaboré des recommandations pour la campagne visant à promouvoir la justice climatique. Les organisations Caritas œuvrent pour assurer que les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets tiennent compte des priorités des personnes démunies.

Les organisations membres de Caritas sont engagées dans des actions éducatives et de renforcement des capacités pour devenir des défenseurs plus efficaces au niveau local et régional, et pour aborder la question des changements climatiques au sein de leurs communautés respectives. Par exemple, au cours de l'année 2008, Caritas Pérou a organisé des ateliers de travail avec la collaboration d'agents des organisations Caritas diocésaines afin d'établir les priorités, formuler les objectifs stratégiques et préconiser les mesures adéquates contre les effets négatifs des changements climatiques.

Catholic Relief Services travaille en collaboration avec d'autres organisations

catholiques pour solliciter les catholiques des Etats-Unis à vivre leur foi en prenant conscience des conséquences que leurs actes ont sur les autres dans le monde. La campagne de CRS promeut les messages suivants :

- Les changements climatiques représentent une question morale qui exige une action de notre part. Protéger les personnes démunies et agir pour le bien commun sont deux principes de la Doctrine sociale de l'Eglise qui nous obligent à aborder le problème.
- Les changements climatiques représentent une question de secours et de développement au niveau mondial.
- Les changements climatiques représentent incontestablement une question de solidarité mondiale.
- Des programmes éducatifs peuvent montrer aux populations ce qu'elles doivent faire :
  - Encourager la prière et considérer avec bienveillance les relations entre la protection de la Création et le choix des modes de vie
  - Réduire les empreintes de carbone à la maison, dans les paroisses et sur les lieux de travail
  - Eduquer les autres
  - Mener des actions de plaidoyer auprès des législateurs, des responsables politiques et des dirigeants d'entreprise
  - Faire des dons à des programmes visant à atténuer leur contribution

aux changements climatiques et aider les populations à l'étranger à s'adapter à leurs conséquences.<sup>37</sup>

La Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE) souligne le rôle des institutions de la société civile, comme les organisations non-gouvernementales, les fondations, les mouvements au niveau de la base, les églises et les organisations confessionnelles, qui interagissent avec les gouvernements et les forces du marché pour obtenir une « écoefficience » (faire plus et mieux avec moins). Ces institutions soutiennent également des initiatives « d'écojustice » comme les éco primes ou les écotaxes, en plus des réglementations directes. Les évêques remarquent ensuite "la capacité de la société civile à s'assurer une aide politique à partir de la base, en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de la vie et la participation directe des communautés locales, nationales et internationales aux choix des stratégies de développement."<sup>38</sup>

De nombreuses organisations membres de Caritas travaillent en collaboration avec d'autres réseaux afin de faire mieux aborder la question des changements climatiques et de renforcer les stratégies de plaidoyer dans la lutte contre les changements climatiques. Un certain nombre d'organisations membres de Caritas (notamment Caritas Australie, Caritas Aotearoa/Nouvelle-Zélande, CAFOD/Caritas Angleterre et pays de Galles, Caritas Bangladesh et Caritas Kenya) sont membres des Réseaux Action Climat nationaux et régionaux qui mobilisent la société civile pour inciter les gouvernements à s'engager plus fermement, dans le cadre de la CCNUCC, afin de parvenir à un accord dans la lutte contre les changements climatiques.

**Caritas Kenya** est membre du groupe de travail sur les changements climatiques au Kenya qui est constitué de toutes les organisations de la société civile œuvrant dans ce domaine. Cette coalition a pour objectif la recherche, la sensibilisation et la contribution à une législation nationale sur les changements climatiques. ○

## Perspectives d'Europe

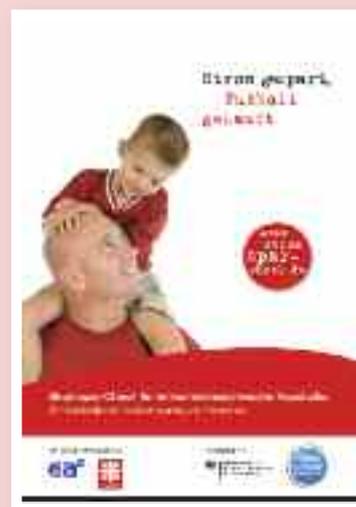
Le 24 juin 2009, le Parlement écossais a fait passer à l'unanimité une loi parmi les plus ambitieuses sur les changements climatiques, le Scottish Climate Change Act. Enfin, un pays a accepté de faire ce que les principaux experts climatiques estiment nécessaire pour éviter une évolution dangereuse du climat et qui s'oppose à ce qui est considéré comme étant politiquement possible.

Ce succès vient couronner deux années de dure campagne menée par le Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF - Caritas Ecosse), avec ses collègues de la coalition Stop Climate Chaos en Ecosse. Des milliers de partisans du SCIAF ont ensuite contacté leurs parlementaires dans le cadre d'une campagne qui visait notamment à la présentation de propositions formelles au parlement, à des actions de pression et à une campagne médiatique concertée.

Entre-temps en Autriche, des groupes locaux de Caritas ont participé à une journée d'action, où les églises de tout le pays ont fait sonner leurs cloches, et à une "marche pour la justice climatique" à Vienne allant de la cathédrale jusqu'au Ministère de l'environnement.

Quant à Caritas Luxembourg, elle a choisi vingt personnes ordinaires comme membres du "Comité 180 degrés" pour qu'elles constatent d'elles-mêmes les effets des changements climatiques au Bangladesh. En rentrant chez eux, ils ont diffusé le message sur les effets des changements climatiques, et en mai 2009 ils ont appris la nouvelle que le cyclone Aila avait emporté l'un des villages qu'ils avaient visité trois mois plus tôt.

Grâce à une formation et à un kit complet d'outils écologiques contenant des ampoules à faible consommation jusqu'aux interrupteurs d'énergie qui éteignent automatiquement toute l'énergie utilisée quand on sort de la maison, les chômeurs d'Allemagne ont su réduire de manière substantielle leur consommation d'énergie en partie grâce à la campagne de Caritas. Jusqu'à présent, les bénéfices financiers de ce projet ont été répartis dans toute l'Allemagne, en faveur de plus de 10 000 personnes dans 500 villages.



## Notes

- <sup>1</sup> Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise, Conseil pontifical « Justice et paix », Cité du Vatican : Libreria Editrice Vaticana, 2004, n° 486
- <sup>2</sup> Le pape Benoît XVI, *Caritas in veritate*, n° 38
- <sup>3</sup> Ibid., n° 7
- <sup>4</sup> Helm, Dieter *Environmental challenges in a warming world: consumption, costs and responsibilities*, New College, Oxford, 21 février 2009
- <sup>5</sup> Ibid.
- <sup>6</sup> Second Synode des évêques (1971), *La justice dans le monde*, chap. 1 para 2.
- <sup>7</sup> Le pape Benoît XVI, *Caritas in veritate*, n° 51
- <sup>8</sup> Ibid., n° 50
- <sup>9</sup> Campbell-Lendrum, Diarmid, Foley, Jonathan A., Holloway, Tracey, et Patz, Jonathan A., *Impact of regional climate change on human health*, Nature n° 438, pages 310-317 (17 novembre 2005).
- <sup>10</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) 2007: *Les bases scientifiques physiques. Résumé à l'intention des décideurs*. Groupe de travail I, 4<sup>ème</sup> Rapport d'évaluation, Genève 2007.
- <sup>11</sup> *Changing Lives – Climate Change in Developing Worlds*, Trocaire, Dublin 2008.
- <sup>12</sup> *Nell'occhio del ciclone*, Caritas Italiana, Società editrice il Mulino, Bologna, 2008
- <sup>13</sup> Comité permanent interorganisations, *Lettre à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, avril 2009
- <sup>14</sup> Ibid.
- <sup>15</sup> Myers N. *Environmental refugees: an emergent security issue*. Prague: 13<sup>ème</sup> Forum économique, 2005.
- <sup>16</sup> Les Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays concernent entre autres les personnes déplacées à cause de "catastrophe naturelle ou anthropiques". Le Principe #3 stipule que cette responsabilité incombe principalement aux autorités nationales. HCR.
- <sup>17</sup> Organisation mondiale de la santé, Déclaration du Directeur-général de l'OMS, Dr. Margaret Chan, *Le changement climatique met en péril la santé*, 7 avril 2008.
- <sup>18</sup> Commission biblique pontificale, 2008, *Bible et morale. Les racines de l'agir chrétien*, Secrétariat allemand de la Conférence des évêques allemands, Bonn, 2008
- <sup>19</sup> *A la recherche d'une éthique universelle: nouveau regard sur la Loi naturelle*, Commission théologique internationale, Rome, 2009
- <sup>20</sup> Le pape Benoît XVI, Réunion avec le clergé du diocèse de Bolzano-Bressanone, 6 août 2008, [http://www.vatican.va/holy\\_father/benedict\\_xvi/speeches/2008/august/index\\_en.htm](http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2008/august/index_en.htm)
- <sup>21</sup> *Handeln für die Zukunft der Schöpfung*, Secrétariat général de la Conférence des évêques allemands, n° 70, Bonn, 1998
- <sup>22</sup> Le pape Benoît XVI, *Caritas in veritate*, n° 48
- <sup>23</sup> Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *An Invitation to Reflection and Action on Environment in Light of Catholic Social Teaching*, Une déclaration pastorale de la Conférence catholique des Etats-Unis, 14 novembre, 1991
- <sup>24</sup> Le pape Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 38.
- <sup>25</sup> Jean-Paul II, "La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la création, Message à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la paix, n° 10, le 1<sup>er</sup> janvier 1990.
- <sup>26</sup> Conférence des évêques catholiques australiens, *A New Earth – The Environmental Challenge*, Déclaration des évêques catholiques sur l'environnement, Déclaration du Dimanche de la justice sociale 2002, 2002
- <sup>27</sup> Jean-Paul II, *La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la création*, Message à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la paix, n° 6, le 1<sup>er</sup> janvier 1990.
- <sup>28</sup> Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *Global Climate Change: A Plea for Dialogue, Prudence, and the Common Good*, Une déclaration de la conférence épiscopale des Etats-Unis.
- <sup>29</sup> Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *An to Reflection and Action on Environment in Light of Catholic Social Teaching*, Une déclaration pastorale de la Conférence catholique des Etats-Unis, n° 10, 14 novembre, 1991.
- <sup>30</sup> Le pape Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 28, 1987.
- <sup>31</sup> Le pape Benoît XVI, *Caritas in veritate*, n° 48, 2009
- <sup>32</sup> Secrétariat général de la Conférence des évêques allemands, *Changements climatiques: foyer d'une justice globale, intergénérationnelle et écologique*, n° 43/44, (Commission pour la société et les affaires sociales /Commission pour les affaires internationales de l'Eglise: 29), Bonn, 2006
- <sup>33</sup> Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *An Invitation to Reflection and Action on Environment in Light of Catholic Social Teaching*, Une déclaration pastorale de la Conférence catholique des Etats-Unis, n° 11, 14 novembre, 1991
- <sup>34</sup> Message de sa Sainteté le pape Jean-Paul II à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la paix, le 1<sup>er</sup> janvier 1990, "La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la création.
- <sup>35</sup> CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) est une alliance internationale qui regroupe 16 organisations catholiques de développement
- <sup>36</sup> Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme (A/HRC/10/61), 15 janvier 2009
- <sup>37</sup> Catholic Relief Services, *Climate Change and Global Solidarity*, non publié, sans date, p. 17.
- <sup>38</sup> Secrétariat de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE), *Un regard chrétien sur les changements climatiques : les implications des changements climatiques pour les modes de vie et les politiques de l'UE*, Rapport des évêques de la COMECE, octobre 2008.

# Bibliographie

*A la recherche d'une éthique universelle : nouveau regard sur la Loi naturelle*, Commission théologique internationale, Rome, 2009

Campbell-Lendrum, Diarmid, Foley, Jonathan A., Holloway, Tracey, & Patz, Jonathan A., *Impact of regional climate change on human health*, Nature Issue 438, 17 novembre 2005

Catholic Relief Services, *Climate Change and Global Solidarity*, non publié, p. 17, non daté

*Changing Lives – Climate Change in Developing Worlds*, Trocaire, Dublin, 2008

*Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise*, Conseil pontifical "Justice et Paix", Cité du Vatican: Libreria Editrice Vaticana, 2004

*Développement et justice climatique*, CIDSE, Belgique, novembre 2008

*Directives relatives à la justice environnementale*, présentées par la Commission régionale de Caritas Océanie et approuvées par le Comité exécutif de Caritas Internationalis pour qu'elles soient examinées et mises en œuvre par les régions Caritas, Rome, 2005

Helm, Dieter, *Environmental challenges in a warming world: consumption, costs and responsibilities*, New College, Oxford, 21 février, 2009

Comité permanente inter-organisations, Lettre à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, avril 2009

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changements climatiques 2007: les bases scientifiques physiques. Résumé à l'intention des décideurs*, Groupe de travail I, 4<sup>ème</sup> Rapport d'évaluation, Genève, 2007

Myers, Norman, *Environmental refugees: an emergent security issue*, 13<sup>ème</sup> Forum économique, Prague, 2005

*Nell'occhio del ciclone*, Caritas Italiana, Società editrice il Mulino, Bologne, 2008

Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les relations entre les changements climatiques et les droits de l'homme (A/HRC/10/61), 15 janvier 2009

Commission biblique pontificale, *Bible et morale. Les racines bibliques de l'agir chrétien*, Secrétariat général de la Conférence épiscopale allemande, Bonn, 2009

Le pape Benoît XVI, *Caritas in veritate*, 2009

Le pape Benoît XVI, A l'occasion d'une réunion avec prêtres et diacres, le 6 août 2008

Le pape Jean-Paul II, *La paix avec Dieu Créateur, la paix avec toute la création*. Message pour la célébration de la Journée mondiale de la paix, n° 6, janvier 1990.

Le pape Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, 1987.

*Réduire la vulnérabilité, développer la résilience : L'importance des adaptations technologiques pour l'accord post-2012 sur les changements climatiques*, CIDSE et Caritas Internationalis, Belgique, mai 2009

Second Synode des évêques, *La justice dans le monde*, 1971

Secrétariat de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE), *Une réflexion chrétienne sur les changements climatiques : implications des changements climatiques pour les styles de vie et les politiques européennes*, un rapport des évêques de la COMECE, octobre 2008

Conférence des évêques catholiques australiens, *A New Earth – The Environmental Challenge*. Une déclaration des évêques catholiques australiens sur l'environnement, Déclaration du Dimanche de la justice sociale pour 2002, 2002

Secrétariat général de la Conférence des évêques allemands, *Changements climatiques : foyer d'une justice globale, intergénérationnelle et écologique*, (Commission pour la société et les affaires sociales/Commission pour les affaires internationales de l'Eglise: 29), Bonn, 2006

Secrétariat général de la Conférence épiscopale allemande, *Handeln für die Zukunft der Schöpfung [Action pour l'avenir de la Création – disponible seulement en Allemand]*, (Commission pour la société et les affaires sociales ; 19), Bonn, 1998

Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *An Invitation to Reflection and Action on Environment in Light of Catholic Social Teaching*, Une déclaration pastorale de la Conférence catholique des Etats-Unis, 14 novembre, 1991

Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis, *Global Climate Change: A Plea for Dialogue, Prudence, and the Common Good*, Une déclaration de la Conférence des évêques catholiques des Etats-Unis.

Organisation Mondiale de la Santé, L'impacte des changements climatiques sur la santé humaine, Déclaration de la directrices-générale de l'OMS Dr. Maragaret Chan, 7 avril 2008.

# Remerciements

## Remerciements

Ce document est le fruit d'un travail de collaboration entre les membres du groupe de référence de Caritas Internationalis sur la justice climatique.

## Les membres de Caritas Internationalis

Caritas Afrique du Sud

Caritas Allemagne

Caritas Amérique latine/Caraïbes

Caritas Angleterre et pays de Galles (CAFOD)

Caritas Aotearoa Nouvelle-Zélande

Caritas Australie

Caritas Autriche

Caritas Bangladesh

Caritas Belgique

Caritas Brésil

Caritas Danemark

Caritas Ecosse (SCIAF)

Caritas Espagne

Caritas Ethiopie (Secrétariat catholique éthiopien)

Caritas France (Secours Catholique)

Caritas Inde

Caritas Irlande (Trócaire)

Caritas Italiana

Caritas Kenya

Caritas Luxembourg

Caritas Pérou

Caritas Tonga

Catholic Charities USA

Catholic Relief Services

Sr Aine Hughes

Bernhard Hallermann

Ulrike Koska

P. Antonio Sandoval

Mike Edwards

Linda Jones

Michael Smith

Ingvar Anda

Helene Unterguggenberger

Francis Atul Sarker

Gauthier de Lochet

Mayrá Lima

Jann Sjursen

Chris Hegarty

Martin Lago

Daniel Keftassa

Michel Roy

Sunil Simon

Niamh Garvey

Paolo Beccegato

Janet Mangera

Norry Schneider

Philippe Wealer

Héctor Hanashiro

Sr Senolita Vakata

Kathy Brown

Robert Gorman

Lane Hartil

William O'Keefe

## Secrétariat général de Caritas Internationalis

Christine Campeau

Michelle Hough

Lesley-Anne Knight

Patrick Nicholson

Floriana Polito

Mgr Robert J. Vitillo

Tous nos remerciements vont également à Caritas Océanie, dont le travail visionnaire sur la justice environnementale a contribué à faire mieux connaître l'importance de la question des changements climatiques au sein de la Confédération et a fourni la motivation nécessaire à la réalisation du travail en cours.







Palazzo San Calisto  
V-00120  
Vatican City State  
+39 06 698 797 99